

ANNÉE DE LA LUTTE

Pauvreté : pour l'Euro

En 2010, l'Union européenne avait mis « ses » pauvres à l'honneur. Déclinée entre fatalisme et attentisme, cette année n'a pas vraiment provoqué l'enthousiasme. A-t-on dépassé le stade des bonnes intentions ? Sur le terrain, le constat est sévère.

SACHANT que l'Union européenne devait renouveler ses principales stratégies, le Réseau européen de Lutte contre la Pauvreté (EAPN) a mené campagne pour que 2010 soit désignée « Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ». Heureux de la thématique enfin placée au cœur des préoccupations de l'Union, le Réseau et ses membres se sont démenés.

On ne peut pas en dire autant des politiques. Après une annonce du plus bel effet – à grands renforts de moyens multimédias et d'un joli logo – les avancées sociales de l'Europe sont restées coincées dans les starting blocks.

« Nous devons reconnaître les efforts des présidences espagnole et belge, explique Nellie Epinat du EAPN. Le soutien était clair mais, même si la volonté politique est importante, elle doit se traduire par des actes. Et ça, nous attendons de le voir pour le croire ! »

LE SOCIAL QUI RECLE

Le principal héritage de l'Année 2010 sont la « Stratégie Europe 2020 », et le programme « Plate-forme contre la pauvreté ». Dans l'attente du texte explicatif de la Commission, le Réseau de lutte pose ses premiers constats, entre espoirs et scepticisme.

« Pour la première fois, la pauvreté et l'exclusion sociale sont l'une des cinq priorités clés de l'Union,



LES PLUS VULNÉRABLES.

Ce ne sont pas ceux qui seront aidés en premier lieu.

via un objectif chiffré de réduction de la pauvreté à l'horizon 2020», commente Sian Jones, coordinatrice politique d'EAPN, soulignant la visibilité enfin accordée à la lutte et son intégration dans l'ensemble des politiques européennes.

EAPN craint cependant la remise en cause de l'approche basée sur les droits et l'implication des acteurs concernés (personnes en situation de pauvreté et ONG) prévue par la Méthode Ouverte de Coopération, mise en place entre 2000 et 2010.

De plus, cette nouvelle stratégie dépend d'une croissance économique basée sur l'innovation, une productivité accrue et une réduction de la dette publique. « Aucun glissement majeur vers une

zéro pe sociale

autre approche du développement social et durable. Elle ne se concentre ni sur la réduction des inégalités, ni sur la consolidation de la protection sociale ou des services universels, ni sur la participation, qui amorcerait pourtant une nouvelle vision démocratique, précise Sian Jones, coordinatrice politique du EAPN, pour qui l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté n'est pas assez ambitieux et les indicateurs choisis sont très controversés. Le risque est grand que les pays se concentrent sur les personnes les plus faciles à aider et écartent encore davantage les plus vulnérables. Or, le pire reste à venir. « Les mesures d'austérité décidées par les gouvernements, qui privilégient les coupes dans les budgets sociaux et n'envisagent jamais d'augmenter les recettes par une imposition plus progressive ni de renforcer la dimension sociale, vont accroître les taux de pauvreté, au lieu de les diminuer », prédit Sian Jones.

EUROPE POLITIQUE BLASÉE

Même sombre constat du côté associatif. « Sur le terrain, il y a eu une multiplicité d'activités, de campagnes, de débats... En ce qui concerne la mobilisation des réseaux et des associations, 2010 est donc très positive, précise Jean-Paul Chaballe, coordinateur de Vivre Ensemble. Mais au niveau des politiques... on est resté dans le politiquement correct. »

« Le Ministre Courard (Secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, ndr) a bien essayé de se mettre au diapason des associations, mais on a l'impression qu'il se battait seul contre des moulins à vent. » L'Année n'a pas servi de déclencheur, et la seule communication portait sur « la mise à l'emploi », loin d'être une solution en soi. Il y a bien eu des appels à projet et des initiatives (concours de chansons, de reportages) « mais ce n'est pas comme ça qu'on lutte contre la pauvreté ! Les sparadraps, c'est bien, mais il faut soigner en profondeur », poursuit J.-P. Chaballe.

« Au lieu de faire peur aux gens avec la fatalité de la crise, de les laisser dans l'incertitude par rapport aux pensions, il faut s'attaquer aux priorités : relever le RIS (revenu d'intégration sociale) au-dessus du seuil de pauvreté, lutter contre la fraude fiscale, revaloriser le premier pilier des pensions, miser sur les services publics.... Ce ne sont pas les sujets qui manquent ! »

L'inertie ambiante le pousse donc à interroger : « Les politiques européens ont-ils encore la capacité de s'indigner et de prendre à bras le corps la situation en remettant en cause le fonctionnement de la société ? Rien n'est moins sûr. »

EUROPE DES CITOYENS SOURDE

« J'étais heureuse d'entendre pour une fois que la cohésion sociale avait sa place dans le discours européen. Mais les retombées sur le terrain ? Que dalle. » Déçue et en colère, Dany Baudoux, de l'espace citoyen Porte-Ouest (CPAS de Charleroi) ne cache pas son étonnement face au manque d'implication des politiques carolos. « Charleroi a toujours innové au niveau social mais elle n'a absolument pas pris sa place dans cette année européenne. On a loupé le coche alors que la situation sociale devient insupportable. »

Pour elle, l'Europe n'a donné la parole ni aux professionnels de première ligne et ni aux citoyens. « Nous avons pourtant besoin de lieux de paroles et ce sont les autorités politiques qui auraient dû servir d'interface entre la population et les instances européennes. Mais personne ne veut se mouiller, monter au créneau. Les travailleurs de terrains manquent de moyens, s'essouffent. Et personne, l'Europe moins que les autres, n'entend plus le monde associatif et les précaires. Et pourtant, ils hurlent ! Si toute une année consacrée à la lutte contre l'exclusion n'a servi à rien, qu'est-ce qu'il reste ? » ■

Annelise DETOURNAY